

Non à la réforme du lycée
Non à l'école de la confiance
Oui à une école de qualité, à l'égalité des chances pour tous les jeunes
Oui au diplôme national de baccalauréat, premier diplôme
de l'enseignement supérieur

Les motifs de mécontentement sont les suivants :

- une Dotation Horaire Globale insuffisante,
- un calendrier trop serré pour une concertation au sein des équipes et de la communauté scolaire
- une diminution de l'offre de formation (ISN, LLCE espagnol, EPS de complément) liée à la réforme,
- une augmentation des effectifs de classe et de groupe (TP de sciences, informatique...) liée à une augmentation globale des effectifs et à la non ouverture d'une 15ème classe de seconde cette année malgré 500 élèves prévus puis constatés,
- la disparition des mathématiques des enseignements en tronc commun dès la 1^{ère}
- la disparition de l'EPS dans les enseignements de spécialité, malgré des engagements pris en mai 2018 avec l'adoption du label Génération 2024 et de nombreux élèves souhaitant une orientation en filière STAPS
- le risque d'augmentation des effectifs et la suppression des dédoublements en TP, informatique, langues vivantes,... lié à la diminution des moyens malgré une augmentation des effectifs.
- La difficulté à orienter les élèves de seconde (quels seront les prérequis pour le supérieur ? Toutes les combinaisons de spécialités seront-elles réalisables ?)
- Une interrogation sur la légitimité des nouveaux programmes de seconde et de première refusés très majoritairement par les représentants au CSE,
- Le sentiment que parcoursup est un outil de tri social,
- Le manque de moyens informatiques (nombre de postes et problèmes de maintenance)
- des conditions de travail qui se dégradent pour les personnels de tous les services,

Nous demandons :

- DHG : une dotation permettant de fonctionner correctement dans toutes les disciplines sans concurrence entre les disciplines,
- Le retrait de la réforme du lycée,
- l'abandon du projet de loi « pour l'école de la confiance », et de l'imposition d'une deuxième HSA obligatoire,
- le retrait de parcoursup et le retour du baccalauréat comme diplôme d'entrée dans l'enseignement supérieur,
- une véritable reconnaissance de notre travail et de notre engagement,

Les enseignants du lycée ont donc décidé une journée de grève lundi 4 mars.

La colère n'existe pas qu'au lycée Baudelaire d'Annecy. Dans de nombreux collèges et lycées, les enseignants et les parents d'élèves ont voté contre les moyens en forte baisse octroyés par l'Etat. Sous couvert de réforme ou de verbiage sur l'école de la confiance, le gouvernement veut faire des économies en supprimant des postes. C'est la même politique dans tous les autres services publics. Alors ne les laissons pas faire ! Exigeons des moyens supplémentaires pour avoir des classes à effectifs réduits et des groupes ! Refusons les suppressions de postes !

Les enseignants du lycée Baudelaire